



HUB ECOS ÉDITIONS
RAPPORT TERRITORIAL

Martinique 2025

Commerce, expositions et dépendances documentées

Une lecture économique bornée par les preuves : ce que les données démontrent, ce qu'elles suggèrent, et ce qu'elles ne permettent pas encore d'affirmer.

HE-TR-972-2025-001 / V1.0.3-FR / 4 septembre 2026

HUB VERIFIED REPORT - EXTRAIT PUBLIC

SYNTHÈSE EXÉCUTIVE

La Martinique présente une forte asymétrie commerciale et un canal métropolitain renforcé

Six conclusions suffisent pour comprendre le signal 2025 - et les limites qu'il faut respecter.

IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	SOLDE APPARENT
3,447 Md EUR	422,4 M EUR	-3,024 Md EUR
+1,1 % par rapport à 2024	+5,8 % par rapport à 2024	Exportations - importations

- 1 L'asymétrie reste massive. Les exportations couvrent 12,26 % de la valeur importée. Le déficit apparent se creuse encore de 14,0 M EUR malgré une croissance des exportations plus rapide.
- 2 Le canal métropolitain gagne du poids. La France métropolitaine représente 60,67 % de la valeur importée, soit +3,18 points en un an.
- 3 Ce canal n'est pas une origine de fabrication. La donnée décrit une provenance ou un acheminement déclaré. Elle ne mesure ni le lieu de production, ni la marge captée en France.
- 4 Trois positions pèsent déjà 24,1 % des importations. Produits pétroliers raffinés, voitures et médicaments totalisent 829,4 M EUR.
- 5 La visibilité est élevée mais incomplète. 92,5 % de la valeur totale se retrouve dans les cellules SH4 publiées ; 202 positions restent sous secret statistique.
- 6 La priorité n'est pas de fabriquer un score unique. Il faut suivre le vecteur de dépendance : exposition, concentration, criticité, logistique, stocks, capacité locale et substituabilité.

ÉDITION FONDATRICE

Ce document inaugure la grammaire éditoriale HUB ECOS

Cette V1.0.3-FR est l'édition publiée du HUB Verified Report, autorisée par la direction de publication de HUB ECOS.

STATUT DE PUBLICATION

HUB VERIFIED REPORT. Les calculs, le périmètre, les conflits et le Ledger de diffusion ont été contrôlés selon le protocole interne HUB ECOS. La direction de publication a accepté les affirmations publiables et les absences documentées. Le label n'est ni une certification publique ni l'approbation d'un organisme tiers.

- Identifiant stable : HE-TR-972-2025-001.
- Territoire : Martinique (972). Période centrale : année 2025. Comparaison : 2024.
- Lentille principale : DROM_TERRITORIAL - étranger, Hexagone et autres DROM inclus.
- Niveau éditorial : HUB Verified Report.
- Statuts de vérité : OBSERVED, DERIVED, DECLARED, ESTIMATED, UNKNOWN.
- Chaîne de preuve : SOURCE > OBSERVATION > PREUVE > CONSTAT > DÉCISION.

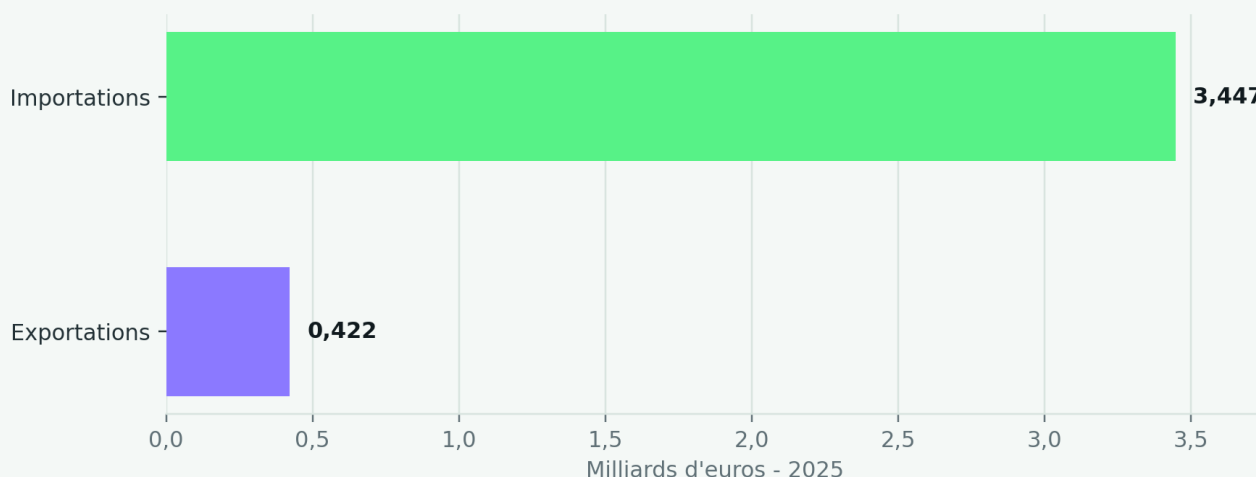
EMPREINTE HUB ECOS

Chaque page sépare le fait, le calcul, l'interprétation et la décision. Une donnée manquante ne devient jamais zéro. Une provenance douanière ne devient jamais un lieu de fabrication. Une variation n'est pas une causalité.

FAIT CENTRAL

Pour 1 EUR exporté, la Martinique importe 8,16 EUR de biens

L'écart de taille entre les flux est la première réalité économique de 2025.



Les importations atteignent 3,447 Md EUR, contre 422,4 M EUR d'exportations. Le taux de couverture est donc de 12,26 %. Le solde apparent atteint -3,024 Md EUR.

CE QUE CELA PROUVE

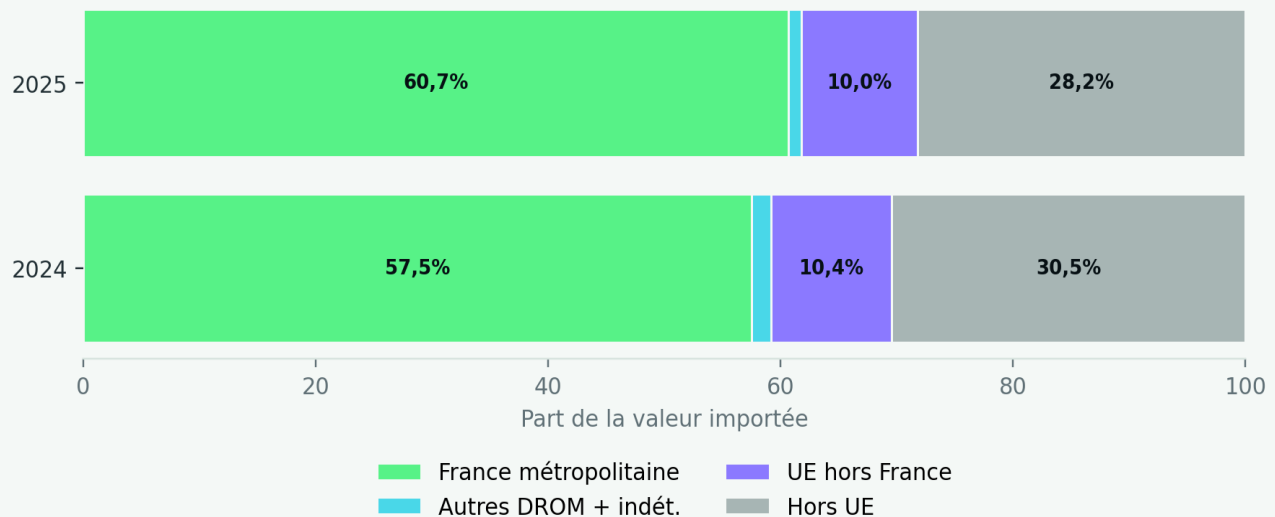
Une forte asymétrie des échanges de biens dans la lentille DROM_TERRITORIAL. Cela ne mesure ni les services, ni les transferts publics, ni les revenus, ni les flux financiers, ni la valeur ajoutée locale.

Source / preuve : [S1] Douanes françaises, fichier détaillé DROM Martinique 2025, mise à jour 04/05/2026. C01-C03.

PROVENANCE DÉCLARÉE

60,67 % de la valeur importée passe par le canal métropolitain

La géographie déclarée de l'approvisionnement est fortement concentrée sur la France métropolitaine.



FRANCE MÉTROPOLITAINE	UE HORS FRANCE	HORS UE
2,091 Md EUR	344,6 M EUR	973,0 M EUR
60,67 % du total	10,00 %	28,23 %

La part résiduelle Autres DROM + indéterminé représente 38,0 M EUR, soit 1,10 %. La source agrège ces composantes dans le total disponible ; elles ne doivent pas être séparées artificiellement.

Source / preuve : [S1] Import_PAYS. Les quatre blocs exacts se réconcilient au total ; les parts affichées sont arrondies et peuvent présenter un résidu de 0,01 point.

EXPOSITION ESSENTIELLE - ALIMENTATION

Au moins 666,4 M EUR d'importations alimentaires sont visibles

Le montant est un plancher documentaire obtenu par les chapitres SH 01 à 23.

VALEUR VISIBLE	POSITIONS VISIBLES	POSITIONS MASQUÉES
666,4 M EUR	158	29
19,34 % du total	valeur publiée	secret statistique

SH4	PRODUIT	VALEUR
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, mê...	36,0 M EUR
0406	Fromages et caillebotte	35,9 M EUR
1602	Préparations et conserves de viandes, d'abats, de sang ou d'insectes ...	33,5 M EUR
0207	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, de coqs,...	30,0 M EUR
2204	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool; moûts de rai...	28,4 M EUR
2106	Préparations alimentaires, n.d.a.	26,4 M EUR

LIMITE

Ce plancher ne mesure pas la consommation alimentaire totale ni l'autonomie. Il manque la production locale, les stocks, les pertes, les services alimentaires et la consommation journalière.

VECTEUR DE DÉPENDANCE

L'exposition est documentée ; la vulnérabilité opérationnelle ne l'est pas encore

HUB ECOS refuse le score magique et montre composante par composante ce qui est connu.

COMPOSANTE	ÉTAT	PREUVE / MANQUE
Exposition extérieure	OBSERVED	Importations 3,447 Md EUR
Canal métropolitain	DERIVED	60,67 % ; +3,18 points
Concentration produits	DERIVED	Top 3 : 24,1 %
Criticité	UNKNOWN	Proxy partiel : alimentation et énergie ; criticité non mesurée
Concentration fournisseurs	UNKNOWN	Fournisseurs non nommés
Autonomie en stock	UNKNOWN	Stocks et consommation absents
Capacité locale	UNKNOWN	Production et capacité absentes
Substituabilité	UNKNOWN	Coûts, normes et alternatives absents

CONCLUSION

Le rapport peut qualifier une exposition et une concentration de canal. Il ne peut pas encore calculer le risque de rupture, l'autonomie, la valeur retenue localement ou la capacité de substitution.

MODÈLE DE DIFFUSION

La valeur se vend par droits d'usage et continuité, pas au nombre de pages

Le rapport fondateur sert d'abord de preuve de méthode ; le dossier de preuves, la licence et l'actualisation portent la valeur économique.

OFFRE	PRIX CIBLE	DROITS ET CONTENU
Extrait public	0 EUR	Huit pages : méthode, deux lentilles, principaux constats et lacunes. Citation et partage autorisés avec attribution.
Licence individuelle	149 EUR HT	Un lecteur nommé, rapport complet, citations internes et consultation du dossier de preuves. Pas de redistribution.
Licence équipe	1 250 EUR HT	Jusqu'à dix lecteurs internes d'une même organisation, dossier de preuves, extraits de données et droit de présentation interne.
Abonnement de veille territoriale	À partir de 6 000 EUR HT/an	Veille des marchés, aides et événements d'entreprises selon la cadence réelle de chaque source. Commerce actualisé à la publication annuelle officielle. Territoires effectivement activés uniquement.

Droit de dérivation professionnelle : toute intégration substantielle dans un livrable vendu à un client exige une licence distincte sur devis. La licence équipe couvre l'usage interne ; elle n'autorise ni la revente du rapport ni la redistribution du dossier de preuves.

ÉTUDE SUR MESURE

À partir de 8 000 EUR HT, sur devis : question propre au commanditaire, sources complémentaires, entretiens ou données privées, analyse dédiée et restitution. Ce niveau ne doit jamais être confondu avec une licence de rapport standard.

Repères observés au 4 septembre 2026. Le catalogue Xerfi affiche 650 EUR HT pour des profils d'entreprises de 52 à 57 pages, 990 EUR HT pour plusieurs études sectorielles et 2 200 à 2 950 EUR HT pour des études Focus marché. Les fourchettes publiées pour le sur-mesure varient fortement selon les méthodes. Elles constituent des comparables voisins, pas une preuve de disposition à payer pour un rapport DROM.

Source / preuve : [S7-S9] Xerfi ; SOS Études de Marché ; IntoTheMinds. Tarifs consultés le 04/09/2026.

HYPOTHÈSE À TESTER

Les seuils de friction administrative évoqués à 150 EUR et 2 000 EUR ne sont pas des règles universelles documentées. Ils doivent être testés auprès de cinq acheteurs cibles en demandant : « sur quelle ligne budgétaire ce produit passerait-il chez vous ? »